

**Motion portée par Jacques JEANTEUR
Conseiller régional de Champagne-Ardenne
Président de la fédération MODEM 08**

Depuis de nombreuses années, la France souffre d'une corruption grandissante et de comportements mafieux. Les citoyens sont dégoûtés par les comportements de nombreux responsables politiques, économiques ou associatifs. Cela conduit à un rejet de la politique et explique une partie de la progression de l'abstention. La dernière étude de Transparency international montre que la France continue à descendre dans ce classement mondial des pays corrompus. En 2009 nous sommes passés à la 24^o place avec une note de 6,9 sur 10. Nous étions au 18^o rang en 2005 et au 23^o rang en 2008. Au niveau de l'Europe, le Danemark est 2^o derrière la Nouvelle Zélande avec 9,3. La Suède est à 9,2, les Pays-Bas à 8,9, la Norvège à 8,6, le Luxembourg à 8,2, l'Allemagne et l'Irlande à 8,0, Le Royaume-Uni à 7,7 et la Belgique à 7,1. Derrière, on trouve l'Espagne à 6,1 et le Portugal à 5,8, l'Italie à 4,3 et la Grèce à 3,8. Dans les grandes puissances, le Japon est à 7,7, les Etats-Unis à 7,5, la Chine à 3,6 et la Russie à 2,2.

La corruption est toujours un frein à la justice sociale et à la réduction des inégalités. Elle est aussi forte à gauche qu'à droite.

Le souci de transparence doit être une exigence première du Modem pour que la France retrouve le rang qui doit être le sien, c'est-à-dire un pays de probité et de respect des droits de l'homme

Dans son commentaire de cette année, Transparence International France écrit : « *La France continue à véhiculer une image relativement dégradée de sa classe politique et de son administration publique... L'actualité en France a été émaillée par plusieurs affaires. Deux procès retentissants- Angolagate, Affaire Clearstream- ont impliqué des personnes au plus haut niveau de l'Etat. Cette année a également été marquée par les enquêtes visant Jacques Chirac, qui ont conduit à son renvoi, en octobre 2009, devant le tribunal correctionnel. Enfin, plusieurs annonces de réforme dans le domaine de la justice ne laissent pas d'inquiéter à l'étranger sur la volonté française de faire la lumière sur les dossiers politico-financiers de grande ampleur. L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, dans une résolution adoptée le 30 septembre 2009, a ainsi appelé la France à « revoir le projet de suppression des juges d'instruction » afin d'éviter de donner l'impression que cette réforme vise à protéger la classe politique de tout contrôle judiciaire. »*

Le Modem doit être porteur de cette exigence de pluralisme démocratique et social.

Aucun parti, aucune catégorie sociale ne peut détenir un pouvoir absolu, c'est-à-dire discrétionnaire. A ce niveau le mode d'élection prévu pour les conseillers territoriaux témoigne de cette volonté de tenir tous les corps intermédiaires. L'égalité des chances doit être recherchée dans tous les domaines, y compris le domaine politique. L'égalité des chances ne peut tolérer les coups de pouce, l'influence des réseaux officiels ou occultes

Il faut donc agir contre les trafics d'influence, les emplois fictifs et les arrangements entre copains. Le Modem doit être porteur de ce défi moral. Il doit donc donner l'exemple par une totale transparence interne et une vraie liberté d'expression.

La corruption est souvent liée à la loi du plus fort. On impose sa loi par la peur. Plus un Etat, un département, une ville sont aux mains d'un seul groupe ou clan, plus ils s'appauvrissent. Quand un parti reste au pouvoir pendant des décennies, la corruption ne peut que se développer. Actuellement, en France, on a le sentiment que le mensonge et la tromperie sont plus respectés et valorisés que l'honnêteté et le respect des règles. Les Français ont un grand sentiment d'injustice. Rechercher la justice, c'est casser l'omerta et permettre l'égalité des chances à tous les niveaux de la société. Les mafias de toutes sortes désespèrent les gens honnêtes et créent un sentiment de peur. La presse régionale détenue par un seul groupe dicte la pensée des gens. Elle a droit de vie ou de mort sur les responsables locaux. Les médias nationaux sont inféodés au pouvoir et donnent une information partielle, quand elle n'est pas servile. C'est une autre forme de corruption.

Le Modem doit lutter pour le pluralisme de l'information et le respect de chaque personne humaine. La vraie sécurité, c'est celle qui permet à chaque individu de se sentir libre de son opinion et respectueux de celle des autres.